

Caen, le 19 juin 2015

CHS-CT du 19 juin 2015 : liminaire

Monsieur le Président,

Nous voici réunis pour le second CHSCT de 2015 dans les locaux de l'INSEE remerciée pour son accueil.

Aujourd'hui, **les représentants FO-FINANCES** salueront chaleureusement le départ d'un acteur important au sein de notre CHSCT : celui de l'assistante de prévention de la DRFiP, **Lydie PONTOIS** et souhaitons plein de courage et de patience à son successeur **Frédérique TIXADOR-SIMON** pour des missions chronophages, souvent ingrates, mais aussi toujours appréciées par les collègues. Ils reviendront d'ailleurs à l'occasion des débats sur le volet de l'organisation des stages, lequel à leur sens, ils le rappellent, ne devrait pas relever des missions de l'assistant de prévention, mais de celles de la formation professionnelle.

Il est de la responsabilité **des représentants FO-FINANCES** de vous alerter encore et toujours sur la dégradation accélérée des conditions de travail des agents, de leur responsabilité de vous demander des moyens humains et budgétaires.

Au travers des différents points de l'ordre du jour bien chargé, **les représentants FO-FINANCES** soulignent le constat affligeant des conditions de travail : les agents et les cadres souffrent à tous les niveaux, le rapport annuel du médecin de prévention encore une fois en atteste en page 17. Les tentatives de suicides sont là pour nous le rappeler.

Aujourd'hui, on en arrive dans les services à une situation ubuesque où l'agent "porte sur lui" les conséquences des réductions d'emplois publics.

L'administration dans ses différentes directions a mis en place des mesures censées "améliorer" les conditions de vie au travail : TBVS, DUERP, PAP,

Nous allons examiner aujourd'hui les plans d'actions de la DGFIP, de l'INSEE, des DOUANES. Tous font ressortir les dégradations criantes des conditions de travail.

Or, quand il ressort inlassablement de l'étude de ces deux outils DUERP et PAP, que ce qui manque cruellement à nos administrations ce sont les moyens matériels, bien sûr, mais surtout humains, quelle réponse nous apporte ton ?

Nouvelle coupe budgétaire, nouvelle baisse d'effectifs, regroupements de services, suppressions de services en guise de pansement. Les agents ne sont pas responsables de la destruction de leur outil de travail : voir pour exemple LE BENY BOCAGE, le SPF de Vire à la DGFIP, la fermeture du bureau des Douanes de Granville, les restructurations de service à l'INSEE sans parler du désastre de l'outil PAPAYE pour lequel le secrétariat général accepte enfin une étude ergonomique sur les sites de CAEN, LYON et PARIS. **Les représentants FO-FINANCES** reviendront sur la question au moment opportun.

Les représentants FO-FINANCES ont appris par le bouche à oreille que la délégation des services sociaux, le cabinet médical, le bureau du secrétaire animateur, celui de l'ISST seraient prochainement transférés dans les locaux de la DGFIP place GAMBETTA. Ils souhaitent avoir connaissance de ce projet, des conditions de confidentialité à respecter pour le cabinet médical et le bureau de l'assistante sociale

Bref, **les représentants FO-FINANCES** demandent toujours de la transparence sur les projets immobiliers mais sans doute le projet est-il trop prématuré pour que les représentants du personnel en soient informés ????

Avec FO, poursuivons ensemble la conquête de droits nouveaux !

Alors qu'un évènement dramatique est venu récemment s'ajouter à un autre à la DRFIP, alors que les agents sont de plus en plus au bord du gouffre, qu'ils surnagent avec le sentiment d'être totalement lâchés par leur haute hiérarchie, quand de nombreux agents sont déjà en arrêt maladie, sous anti-dépresseurs, il serait temps que la raison l'emporte et que cesse cet acharnement sur les fonctionnaires qui tentent malgré tout, vous le savez, de faire avec passion et conscience professionnelle leur métier. Savez vous que pour couronner le tout, la DRFIP apporte en réponse au mal être de ses agents des contrôles médicaux en cas d'arrêt maladie ?

Au cours de cette réunion **les représentants FO-FINANCES** auront notamment l'occasion d'intervenir également sur l'utilisation efficiente des crédits alloués à cette instance.